



COVID-19 ET SES IMPLICATIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCE

- ▶ COVID-19 ET SES IMPLICATIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCE
- ▶ Réponse du secteur de la jeunesse de l'UA à COVID-19 :
FACILITER L'APPRENTISSAGE ET L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES POUR LES JEUNES PENDANT LA PANDÉMIE
- ▶ Guichet de Financement III
LA RÉPONSE DE LA SIFA AU COVID-19
- ▶ Guichet de Financement II
SIFA – LE PREMIER PROJET EST SUR LE POINT DE DÉMARRER !
- ▶ QUE SIGNIFIE COVID-19 POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCE EN AFRIQUE ?
- ▶ LE COVID-19 RÉVÈLE LES DÉFIS QUE POSE L'APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE ET À DISTANCE POUR L'EFTP
- ▶ Guichet de Financement III
LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION
- ▶ COVID-19 ... pour le meilleur ou pour le pire !
LEÇONS À RETENIR DU GHANA
- ▶ Développement des compétences en période de Covid-19
LEÇONS À RETENIR DE LA TUNISIE
- ▶ COVID-19 et ses effets sur l'économie informelle
LEÇONS À RETENIR DU CAMEROUN

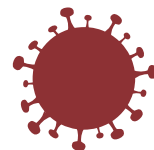
Cette édition spéciale de la Newsletter de la SIFA se penche sur les impacts socio-économiques de COVID-19 et les implications qui en découlent pour le développement des compétences. Depuis que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré COVID-19 comme étant une pandémie mondiale et que les gouvernements ont travaillé sans relâche pour mettre en place des interventions économiques et sociales, une «nouvelle» normalité est en train d'émerger.

En réponse, le département des ressources humaines, de la science et de la technologie de la Commission de l'Union africaine a rassemblé des partenaires et des intervenants autour de la réponse de son secteur de la jeunesse au COVID-19. En parallèle, l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) a présenté le Livre blanc sur la réponse à COVID-19, qui met l'accent sur l'emploi et le secteur informel. La prise de mesures pour le secteur informel, en priorisant les entrepreneurs et les innovateurs, a permis d'accroître les investissements dans les compétences.

L'initiative Compétences pour l'Afrique a pour objectif d'améliorer les perspectives d'emploi de la jeunesse africaine en présentant les meilleures pratiques, en facilitant le dialogue entre experts afin de trouver des solutions pragmatiques pour accompagner les réformes continues de l'EFTP. Il est important de noter que la SIFA vise à renforcer les partenariats entre les secteurs public et privé au niveau national et régional afin de favoriser la prestation de compétences axées sur la demande avec les institutions d'EFTP.

À cet égard, cette édition sert de compilation de notre analyse collective, nos réflexions et observations recueillies au fur et à mesure de l'évolution de la pandémie COVID-19 et de son impact sur l'environnement du développement des compétences. Notre recherche s'appuie sur les expériences au niveau des pays en termes d'impacts économiques et de stratégies de reprise possibles et sur l'impact que cela aura sur la formation continue et le développement dans le secteur de l'EFTP. En outre, nous analysons les effets désastreux de COVID-19 sur le secteur informel, et le rôle que le développement ciblé des compétences sur ce secteur pourrait jouer dans la reprise de l'activité économique.

Nous nous réjouissons des progrès réalisés dans la mise en œuvre des guichets de financement I et II, et nous attendons avec impatience le lancement du guichet de financement III, qui a été recadré pour répondre aux effets de la pandémie. Tenant compte de l'appel lancé par les États membres de l'UA en faveur du partage des répertoires de connaissances des ressources d'apprentissage, le portail des compétences africaines pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes (ASPTEE) a rassemblé un certain nombre de liens utiles pour soutenir les possibilités d'apprentissage continu à domicile pour les millions de jeunes dont l'éducation a été affectée. Ces articles sont destinés à fournir des éléments de réflexion au moment où les pays se recentrent sur les interventions non pharmaceutiques et se tournent vers la redéfinition des stratégies de reprise, pour faire du développement des compétences une partie intégrante et urgente du développement des capacités humaines. Les mesures d'accompagnement comprennent des facteurs favorables tels que l'accès équitable aux infrastructures TIC, l'accès à la technologie au niveau des foyers, la connaissance, les dispositifs de sécurité sociale et les services de santé de qualité.



Réponse du secteur de la jeunesse de l'UA à COVID-19 :

FACILITER L'APPRENTISSAGE ET L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES POUR LES JEUNES PENDANT LA PANDÉMIE

Depuis le 11 mars 2020, date à laquelle l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la pandémie de COVID-19, les États membres de l'Union africaine ont pris des mesures pour enrayer et maîtriser la propagation du coronavirus en Afrique, notamment en fermant les écoles, les universités et les établissements de formation. Si la fermeture des établissements d'enseignement est importante pour freiner la propagation de COVID-19, les fermetures prolongées ont un impact négatif sur tous les étudiants et touchent de manière disproportionnée les jeunes défavorisés et vulnérables. Cette situation exige donc que soient créées des possibilités d'apprentissage à domicile pour les millions de jeunes dont l'éducation a été affectée.

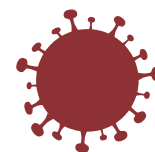
Le Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie (STC-EST 3) a tenu sa session extraordinaire virtuelle le 30 avril 2020 pour relever les défis pressants créés par la pandémie de COVID-19. Parmi les principales recommandations des ministres figurait la priorité accordée aux domaines suivants pour réduire l'impact de COVID-19 sur le secteur de l'éducation.

- Profiter de l'opportunité offerte par l'enseignement et l'apprentissage en ligne pour assurer la continuité de l'éducation sur le continent ; améliorer les systèmes d'éducation et mettre en place une solide infrastructure d'apprentissage en ligne ; assurer la qualité et intégrer les leçons apprises et les bonnes pratiques de la réponse à COVID-19 comme le préconise l'approche



- Planifier la réouverture des écoles en adoptant des stratégies appropriées pour rattraper la période d'apprentissage perdue par l'identification de périodes de rattrapage et en mettant en œuvre des campagnes de rentrée scolaire et des mesures pour réduire les infections dans les établissements d'enseignement, y compris les écoles, les universités et les collèges. À cette fin, les ministères de l'éducation devraient travailler en étroite collaboration avec les ministères des finances pour sécuriser le financement du secteur de l'éducation, notamment en créant un fonds de réserve pour l'éducation dans les situations d'urgence.





- Documenter l'impact des fermetures des écoles sur les enfants, les filles, les personnes handicapées et les populations vulnérables, y compris celles qui vivent dans des conditions vulnérables comme les réfugiés, les migrants, les personnes déplacées et les demandeurs d'asile. Les États membres devraient également documenter les bonnes pratiques et superviser l'engagement en matière d'apprentissage avec le concours de partenaires locaux et internationaux, et dans la perspective de partager des informations avec la CUA pour faciliter l'apprentissage entre pays et d'intensifier la mise en oeuvre des bonnes pratiques.

En mettant en œuvre les décisions des ministres, la Commission de l'Union africaine se lance dans l'initiative Continue Learning qui s'inscrit dans le cadre de la réponse du secteur de la jeunesse au COVID-19, qui se concentre sur quatre éléments clés - chacun comprenant plusieurs activités menées depuis le début de la pandémie.

Campagne de communication visant à sensibiliser aux possibilités d'apprentissage en ligne.

Des campagnes conjointes sur les médias sociaux ont été organisées avec HP et la Fondation ProFuturo sur les cours de compétences numériques et les ressources éducatives libres. Un webinar sur les possibilités d'apprentissage en ligne s'est par ailleurs tenu le 7 mai 2020 dans le cadre d'une série organisée sur COVID-19.

Mise en œuvre d'initiatives conjointes avec des partenaires pour soutenir la prestation d'apprentissage en ligne.

En collaboration avec HP, les États membres se voient offrir gratuitement un système de gestion de l'apprentissage et un soutien technique afin de fournir un apprentissage virtuel durant la fermeture des écoles.

Orientation politique et dialogue avec les États membres.

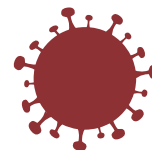
Le 30 mars 2020, une déclaration conjointe de la CUA et de l'UNICEF aux États membres a été publiée, ciblant la réponse du secteur de l'éducation. La session extraordinaire virtuelle du Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie (STC-EST 3) s'est en outre tenue le 30 avril 2020. La Commission est actuellement occupée à élaborer un plan d'orientation pour la réouverture des écoles.

Faciliter l'apprentissage par le suivi, la documentation et la diffusion des meilleures pratiques et des leçons apprises.

Une plateforme de connaissances et d'apprentissage [Knowledge and Learning Platform](#) a été développée pour faciliter le partage des expériences des États membres, des initiatives des partenaires au développement et des innovations.

**DOTSS est l'acronyme de Digital connectivity, Online and offline learning, Teachers as facilitators and motivators of learning, Safety online and in schools and Skills focused learning. (Connectivité numérique, Apprentissage en ligne et hors ligne, Enseignants en tant que facilitateurs et motivateurs de l'apprentissage, Sécurité en ligne et dans les écoles et Apprentissage axé sur les compétences).

Mich-Seth Owusu, AUC-HRST Addis Ababa



GUICHET DE FINANCEMENT III

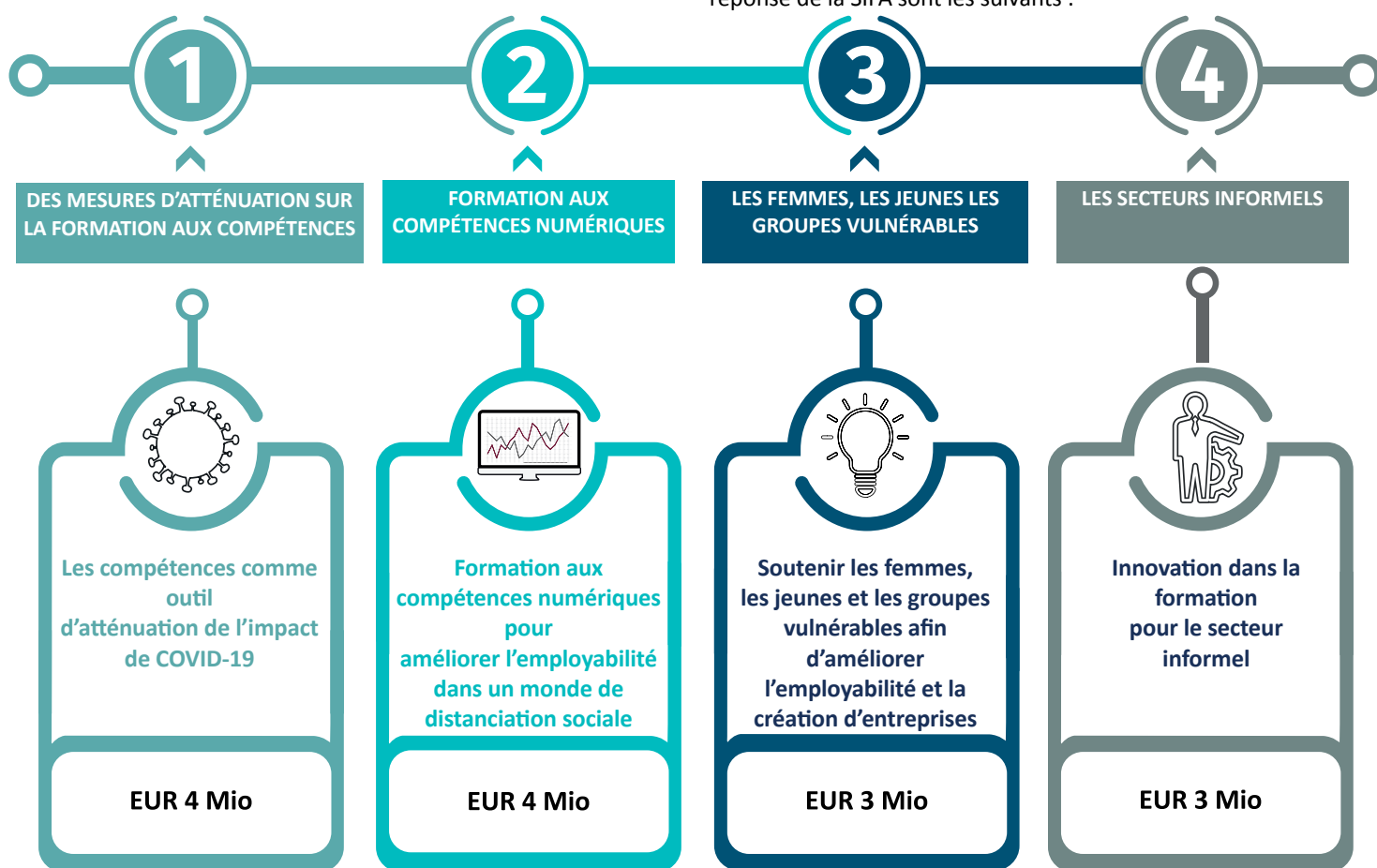
LA RÉPONSE DE LA SIFA AU COVID-19

Consciente des implications du COVID-19 sur le monde de l'emploi et de l'apprentissage, l'Initiative Compétences pour l'Afrique - SIFA - a formulé une stratégie de réponse au COVID-19 afin de définir des propositions innovatrices visant à atténuer l'impact de la crise sur la société en dotant les apprenants et les travailleurs des compétences numériques nécessaires pour participer à cette nouvelle ère, décrite à juste titre comme la nouvelle normale.

Cet engagement fut annoncé lors de la récente réunion consultative virtuelle des ministres du développement de la jeunesse de l'Union africaine, qui s'est tenue le 17 juin 2020.

Le guichet de financement est placé sous la campagne de l'Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD, "100 000 PME pour 1 million d'emplois d'ici 2021".

Les quatre domaines thématiques couverts par la stratégie de réponse de la SIFA sont les suivants :



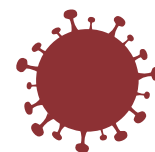
Le développement des compétences pour les interventions visant à atténuer les effets sur la santé et la sécurité publiques, telles que les mesures de prévention du COVID-19, la production d'équipements de protection individuelle (EPI), l'analyse des données et les applications de traçage.

Les interventions d'atténuation dans d'autres domaines que la santé comprennent des solutions numériques pour les chaînes d'approvisionnement agricoles et la sécurité alimentaire.

La prestation de formation en compétences numériques visant à améliorer l'employabilité dans un monde de distanciation sociale, telle que la formation en ligne, les plateformes d'apprentissage multimédia, l'apprentissage mixte et les solutions numériques permettant de surmonter les obstacles physiques que peuvent poser les établissements de formation.

Des idées innovatrices de développement des compétences pour aider les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables à améliorer leur employabilité pendant et après COVID-19.

Des innovations en matière de formation dans le secteur informel au moyen d'applications et d'outils et dispositifs numériques en ligne et hors ligne.



GUICHET DE FINANCEMENT II

SIFA – LE PREMIER PROJET EST SUR LE POINT DE DÉMARRER !

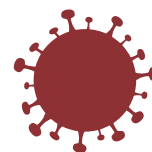


Le Mécanisme de financement de la SIFA progresse, bien que la pandémie de Covid-19 frappe également les pays participants. Dans le cadre du guichet de financement II, l'AUDA-NEPAD est sur le point de démarrer un projet de quatre ans avec une université nationale et un fournisseur d'équipement international réputé dans le domaine des énergies renouvelables. La population du Cameroun est estimée à environ 24 millions d'habitants. La situation économique du pays est caractérisée par un manque d'énergie et une pénurie énergétique, dans les principales villes et de façon plus drastique dans les régions éloignées.

Par conséquent, les énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire, sont devenues la seule source fiable d'éclairage et d'alimentation des appareils électriques pour de nombreux foyers. Dans les zones rurales, les gouvernements locaux choisissent les énergies renouvelables pour fournir leurs services (pompes à eau potable, équipements de communication, centres communautaires TIC, etc.) Les hôpitaux et les centres médicaux ont décidé soit d'être autonomes par rapport au réseau national d'énergie, soit d'avoir l'énergie solaire comme source d'alimentation de secours. Un bon approvisionnement en énergie est particulièrement crucial pendant la pandémie de Covid-19.

Ces exemples montrent que la demande d'énergie renouvelable continuera à augmenter et que, par conséquent, des techniciens bien formés, capables d'installer, de réparer et d'entretenir des systèmes photovoltaïques, seront très demandés.

Dr. Harald Habermann, SIFA FC



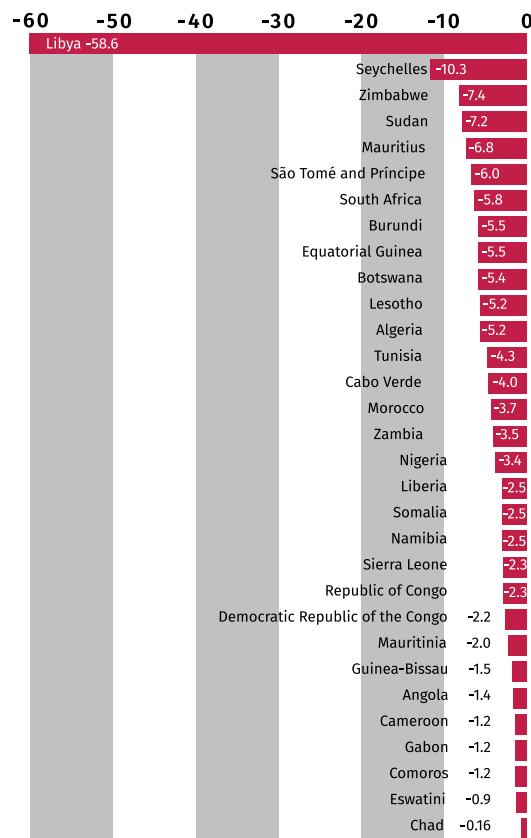
QUE SIGNIFIE COVID-19 POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCE EN AFRIQUE ?

Il est encore très tôt pour évaluer en détail ce que COVID-19 signifiera pour les économies africaines. Il est cependant certain que l'Afrique sera particulièrement touchée par la pandémie. L'économie mondiale va entrer en récession et il est désormais clair qu'un ralentissement mondial sur un modèle en U est le mieux que l'on puisse espérer. Ce que nous devons craindre, c'est un effondrement sur un modèle en L dans lequel les économies vont fortement décliner et ensuite stagner. Les pays producteurs de pétrole sont doublement touchés : par la pandémie et par l'effondrement des prix du pétrole auquel nous avons assisté ces derniers mois et qui prévaudra en raison de la réduction de la demande mondiale. Les conséquences seront plus graves pour les économies des pays enclavés et des petites îles, en raison du ralentissement des échanges commerciaux, du tourisme et des envois de fonds. Bien que l'Afrique ait été intégrée dans les marchés mondiaux au cours des dernières décennies, le continent n'a pas pu installer des amortisseurs pour amortir les chocs mondiaux : Les secteurs les plus vulnérables sont ceux qui sont intégrés à l'échelle mondiale : les industries aériennes, le secteur logistique, le secteur de la fleur coupée du Kenya et de l'Éthiopie, les exportations de poisson du Kenya vers la Chine, le secteur textile en Éthiopie, au Kenya, au Mali, au Maroc, en Tunisie, et en Égypte, le tourisme de manière générale et les industries minières et pétrolières et autres industries extractives. Bien que tous les pays soient touchés, la baisse sera ressentie différemment.

COVID-19 a également montré les impacts disproportionnés sur les travailleurs peu qualifiés et les secteurs informels. La majorité des entreprises sont des micro et petites à moyennes entreprises, principalement dans le domaine de la fabrication, des services et du tourisme, qui ont été les plus durement touchés. Il faudra entre 3 et 5 ans pour que l'Afrique retrouve son statut d'avant Covid-19. Les petites et moyennes entreprises africaines paieront le prix le plus élevé parce qu'elles ne sont pas capables de survivre à une crise économique à long terme.

La question fondamentale que nous devons nous poser est la suivante : **quelles sont les compétences nécessaires pour s'adapter à la "nouvelle normalité" à mesure que les secteurs se rétablissent, se réorientent et que les structures de l'emploi changent ?**

Il est plausible de prévoir que les entreprises internationales réduiront leur engagement dans une certaine mesure et qu'elles "ressourceront" leur chaîne de production. Les investissements étrangers directs diminueront dans la mesure où les investisseurs sont plus averses aux risques. Cela obligera un plus grand nombre de personnes à quitter leur emploi formel pour des activités économiques informelles. Examiner la manière dont le continent se positionnera pour reconstruire et créer des chaînes d'approvisionnement durables dans le sillage de Covid-19 peut aider à identifier les futures demandes d'emploi du continent. De même, les compétences nécessaires

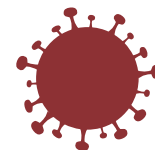


Prévision de contraction du PIB en 2020 par le FMI

suivront la trajectoire des opportunités que l'AcFTA offre déjà. Compte-tenu des prévisions de ralentissement du commerce mondial, le besoin de s'approvisionner localement va augmenter. Cela pourrait entraîner une augmentation brutale à court terme de la demande de compétences techniques et professionnelles. Dans le même temps, COVID-19 a mis en évidence le besoin urgent d'un changement de paradigme sur la manière dont l'EFTP est dispensé pour poursuivre la formation et le développement. À cet égard, le programme de développement des compétences doit s'intégrer dans le contexte plus large des autres mesures que les gouvernements mettent en place en réponse à la crise. Les politiques de développement des compétences et le financement nécessaire doivent faire partie intégrante des programmes de reprise. Autonomiser les jeunes en leur donnant des compétences continuera à changer la donne.

À l'heure actuelle, on ne peut que spéculer sur l'impact du ralentissement économique sur les compétences, mais quelques développements sont très probables :

- Équiper le secteur informel deviendra encore plus important que par le passé. D'une part, les compétences pour le secteur informel dépendent du métier spécifique ou de la "qualification informelle". Comment ceux-ci peuvent-ils être formali-



sés dans les cadres nationaux de qualification ? D'autre part, en plus des compétences commerciales génériques requises, l'ensemble des compétences doit se concentrer sur les capacités de gestion des risques, renforçant la résilience dans le cadre de l'ensemble des compétences professionnelles et de la formation à l'entrepreneuriat. En outre, la culture numérique et l'adaptation à la technologie devrait faire partie de la solution pour accéder aux plateformes de e-commerce qui se sont avérées être un facteur important de survie des MPME.

- Davantage de chaînes de valeur nationales ou régionales seront mises en place dans la production au détriment des chaînes de valeur internationales. Par exemple, l'internalisation de la production de fournitures médicales et de produits pharmaceutiques deviendra de plus en plus locale. Pourquoi les pays africains ne pourraient-ils pas faire ce que le Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres du monde, a fait, à savoir produire 97 % de sa demande de médicaments et de produits pharmaceutiques au niveau national ? Des politiques industrielles qui favorisent la production locale et régionale en matière de réglementation, de taxes et d'avantages fiscaux, de réglementation des importations ou des exportations sont nécessaires.
- Les mesures nationales de confinement ont déjà entraîné une forte demande de solutions numériques dans les domaines de la production, de l'apprentissage et du développement des compétences. Cette tendance se poursuivra, les petites entreprises entrant sur le marché avec de nouvelles solutions améliorées ou adaptées. Le secteur de l'EFTP peut jouer un rôle essentiel en transférant les compétences exigées par le marché du travail, tout en s'adaptant sur le plan interne à l'apprentissage par la technologie dans le cadre de la "nouvelle" normalité.
- Les établissements d'enseignement, les collèges d'EFTP, les gouvernements devront s'adapter rapidement aux nouvelles demandes des jeunes Africains en matière d'apprentissage numérique. Les jeunes s'attendent à un apprentissage plus rapide et davantage axé sur la pratique que ce que la plupart de ces institutions sont en mesure d'offrir. Les mesures de distanciation sociale prises dans le cadre de COVID-19 ont fait apparaître de nouvelles possibilités d'emploi dans la chaîne de formation et d'apprentissage. Parmi celles-ci, on trouve les développeurs de contenu qui sont en mesure de combiner le programme des établissements d'EFTP avec les conditions de travail réelles grâce à des modes interactifs.
- Quoi qu'il arrive, le maintien de la productivité agricole sera essentiel pour répondre aux besoins de la sécurité alimentaire. Actuellement, 39 pays africains sont des importateurs nets de denrées alimentaires et les perturbations de la chaîne de valeur mettent en danger la vie de millions de personnes. Il est absolument nécessaire d'investir dans l'amélioration de la productivité et des compétences dans l'agriculture au moyen de technologies améliorées.

- Chaque pays a besoin d'un amortisseur pour faire face à des crises comme cette pandémie. Les systèmes de protection sociale de base font cruellement défaut. Le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et la Guinée équatoriale offrent d'excellents exemples de pays qui ont réglementé et mis en place des systèmes de protection sociale pour leurs citoyens les plus démunis.

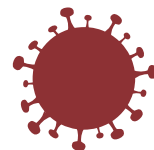
Il n'existe évidemment pas d'approche claire pour aborder l'informalité ; cependant, leur fournir les compétences nécessaires pour s'adapter et se réinventer afin de trouver des opportunités dans la "nouvelle" normalité constituera une mesure de transition essentielle. Pour ce faire, il est nécessaire d'adopter une meilleure approche multipartite, afin de soutenir leur intégration dans l'économie globale. Un facteur de réussite résidera dans la manière dont nous pourrions tirer les leçons des partenariats public-privé mis rapidement en place pour le financement. Tout comme la crise due au COVID-19 a démontré la puissance des partenariats, ce sont les réseaux et les relations qui seront cruciaux pour la reprise post-COVID.

Le premier chef de cabinet du président Obama a dit un jour " Il ne faut jamais gâcher une bonne crise." Dans notre contexte, cela pourrait bien signifier que les meilleures réponses politiques post-pandémie des gouvernements africains pourraient être de soutenir une transformation verte et soutenue par les technologies, de mettre l'accent sur les chaînes de valeur régionales plutôt qu'internationales dans le cadre de la zone de libre-échange africaine et d'investir sérieusement dans les infrastructures régionales, notamment dans l'électricité et les technologies de l'information.

La pandémie COVID-19 nous a transmis un message très fort : Personne n'est seul sur cette planète, dans les bons comme dans les mauvais moments. Fin janvier, lorsque nous avons lu les premiers articles sur une étrange maladie dans une ville appelée Wuhan en Chine, pour la plupart d'entre nous, cela aurait pu se produire sur la lune. Seulement deux mois plus tard, le monde s'est arrêté. La leçon que nous avons apprise est qu'une meilleure coopération mondiale et une coopération continentale sont les leviers permettant de débloquer la prospérité pour tous.

L'article reflète l'opinion des auteurs. Si l'on s'intéresse à la littérature et aux recherches toujours plus nombreuses sur l'impact économique anticipé de la pandémie, veuillez vous référer à McKinsey, l'UNECA, la Banque mondiale. Nous avons également utilisé certaines études nationales internes qui ont déjà été publiées.

Ernst Hustaedt, GIZ et Unami Mpofu, AUDA-NEPAD



LE COVID-19 RÉVÈLE LES DÉFIS QUE POSE L'APPRENTISSAGE NUMÉRIQUE ET À DISTANCE POUR L'EFTP

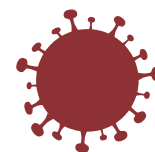


L'arrivée de la pandémie COVID-19, qui a entraîné une distanciation sociale pour préserver la santé et la vie des gens, a forcé le monde à reconnaître la valeur de l'apprentissage par la technologie. Il ne s'agit pas d'un scénario standard, car les inégalités prévalentes ont été mises en évidence entre les communautés, les pays et même les continents. Et nous ne devons pas oublier que le secteur de l'EFTP en Afrique a déjà grandement besoin d'installations, d'équipements et d'infrastructures modernisés.

La Coopération Technique de la SIFA a organisé une série de webinaires pour inciter les décideurs et les praticiens à réfléchir sur les défis, les contraintes et les opportunités rencontrés lors de la mise en œuvre de l'apprentissage numérique et à mettre en évidence

les possibilités pour l'avenir. La série de webinaires s'est déroulée en anglais (les 5 et 28 mai) et en français (les 12 et 26 mai). Parmi les participants figuraient des acteurs de l'EFTP, des fonctionnaires et des organisations à but non lucratif d'Afrique du Sud, du Kenya, du Sénégal, de la Zambie, de l'Éthiopie, de la Tanzanie, du Nigéria, du Malawi, du Ghana, de la Sierra Leone, de l'Ouganda, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Togo, du Niger, de la Tunisie, du Tchad et du Burkina Faso.

La discussion a porté sur les changements systémiques nécessaires au-delà de COVID-19 pour assurer la durabilité structurelle à long terme. Comment pouvons-nous profiter du moment présent pour progresser ? Quels sont les moments charnières ? Et comment en



tirer parti ?

Trois messages clés de plaidoyer nous orientant vers une réflexion sur les opportunités à long terme ont émergé.

L'apprentissage tout au long de la vie implique un accès égal à l'internet et à des appareils appropriés.

L'apprentissage numérique constitue une solution évidente dans le contexte des réglementations nationales de confinement et de distanciation sociale. Cependant, les participants ont noté que l'utilisation durable de ce support dans un contexte où de nombreux jeunes à travers le continent n'ont pas accès à l'internet ou à des appareils intelligents ne servirait qu'à perpétuer et à amplifier davantage l'inégalité numérique et à élargir le fossé existant. Les gouvernements et les organisations de la société civile ont demandé aux entreprises de télécommunications de fournir un accès gratuit aux sites web éducatifs pour soutenir l'enseignement et l'apprentissage en ligne. De nombreuses entreprises ont répondu à ces appels, mais un accès équitable est toujours hors de portée pour de nombreux jeunes dans le secteur informel, dans les zones rurales et urbaines. De nombreuses bonnes pratiques utilisant des technologies alternatives telles que la radio, la télévision et WhatsApp ont été discutées ; elles seront partagées sur le portail africain des compétences pour l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat (ASPYEE) [African Skills Portal for Youth Employment and Entrepreneurship \(ASPYEE\)](#).

L'orientation pratique de l'EFTP pose un défi supplémentaire : Les vidéos et le streaming sont essentiels au transfert de compétences professionnelles pratiques, mais ils nécessitent des paquets de données plus conséquents et sont donc plus coûteux. L'apprentissage vidéo à long terme dans l'EFTP présente toutefois une opportunité d'utiliser la technologie là où l'accès physique aux équipements les plus récents n'est pas possible.

Des interventions coordonnées et systémiques sont nécessaires pour remédier à cette fracture numérique afin de permettre à tous les jeunes de bénéficier de la possibilité de jouir du droit à l'apprentissage tout au long de la vie.

Mettre en commun et partager les ressources de l'éducation libre (REL) - c'est le moment !

L'accès, l'utilisation, l'adaptation et la distribution des ressources éducatives libres ont été soulignés comme un catalyseur fondamental : Tous les pays ne disposent pas du temps, du budget et des capacités nécessaires pour concevoir et développer des contenus d'apprentissage pour l'apprentissage en ligne, hors ligne et à distance.

Comme dans le cas des efforts de solidarité rapides qui ont été observés, la réponse à court terme requise est la mise en commun et le partage des ressources et des répertoires des REL existants en Afrique. La réponse à moyen et long terme requise est la collaboration de multiples parties prenantes au niveau institutionnel, national et

continental afin de créer un environnement propice à la mise en commun et au partage des ressources et des politiques de soutien apportées par les gouvernements nationaux.

Soutenir le développement des capacités des enseignants et formateurs

Les enseignants et formateurs restent un élément fondamental d'un EFTP de qualité. Néanmoins, historiquement, les enseignants et formateurs de l'EFTP ont une expérience limitée de l'industrie et de la pédagogie. Les exigences de l'économie de la connaissance et le rythme de l'évolution technologique requièrent pourtant une formation et un perfectionnement continus de ces enseignants et formateurs.

Les participants ont souligné la nécessité de soutenir ce groupe d'acteurs essentiels en leur apportant à la fois les compétences nécessaires et les ensembles de compétences pédagogiques requises pour intégrer les TIC dans l'enseignement et l'apprentissage. Les développeurs de contenu peuvent aider à transposer le matériel pédagogique sur de nouvelles plateformes et de nouveaux modes de diffusion.

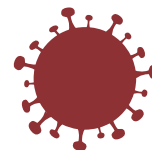
Comment aider les enseignants et formateurs à développer les compétences requises ? La discussion a mis en évidence le manque d'établissements de formation spécialisés pouvant leur offrir un développement sur mesure et la nécessité d'assurer une collaboration axée sur la demande pour accroître l'expérience et la visibilité de l'industrie.

En conclusion, la pandémie a remis en question certaines des stratégies, systèmes et processus actuels de l'EFTP, tout en mettant en évidence les lacunes existantes. Nous sommes tous appelés à relever ces défis et à combler ces lacunes en recherchant des moyens novateurs pour améliorer l'EFTP au niveau national et continental. Le scénario actuel exige une réflexion approfondie et honnête, accompagnée d'une action délibérée pour "mieux construire l'EFTP" pour l'avenir des compétences et de l'emploi des jeunes. Le thème omniprésent dans les trois messages clés de plaidoyer est la nécessité d'intensifier les efforts de collaboration entre le secteur public et le secteur privé et de définir des politiques et des cadres favorables à la prestation de l'EFTP numérique.

Le portail de ASPYEE vise à développer notre base de connaissances africaine en vue d'éviter la duplication, de maximiser les ressources et d'encourager l'innovation en vue de sa reproduction et de son expansion. Nous accueillerons avec plaisir tout partage d'informations sur les innovations, les exemples de bonnes pratiques et les nouvelles -

<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth>.

Zarina Khan, GIZ
Conseillère technique auprès de l'AUDA-NEPAD



GUICHET DE FINANCEMENT III

LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Une communication efficace fait appel à la capacité des individus de mobiliser leur esprit et leur cœur, tant à long terme qu'en période de crise. Le contenu, le message et les informations seront conçus en cinq langues en utilisant une communication visuelle amusante et divertissante pour susciter des émotions et éveiller l'intérêt. Nous utiliserons également la technique du «nudging» qui consiste à envoyer fréquemment de petits messages (visuels, animations,

est envoyé (poussé) aux journalistes et aux membres des médias.

Le public varie pour chacun des quatre appels et comprend des individus, des familles et des pairs, des dirigeants nationaux et communautaires, des travailleurs du secteur informel, des



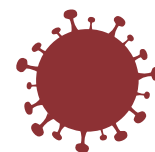
audio).

La campagne est un processus continu et dynamique dans lequel les réseaux existants de CUA-RHST, de l'AUDA-NEPAD, des gouvernements et de GIZ seront activés, prolongés et alimentés dans une base de données.

La stratégie est fondée sur une approche «push and pull» : Des articles médiatiques sont activement publiés dans les médias sociaux, que les utilisateurs peuvent transmettre et partager avec d'autres, ce qui permet d'étendre le réseau. Les publications dans les médias sociaux dirigent les utilisateurs vers le site web à partir duquel ils peuvent télécharger et partager des éléments médiatiques dans différentes langues. En outre, les utilisateurs du site web peuvent s'inscrire au moyen de leur e-mail et recevoir des mises à jour régulières, dont une newsletter. Le contenu sous forme de dossiers de presse et de relations publiques comprenant des articles, des messages radio, des bannières et des animations

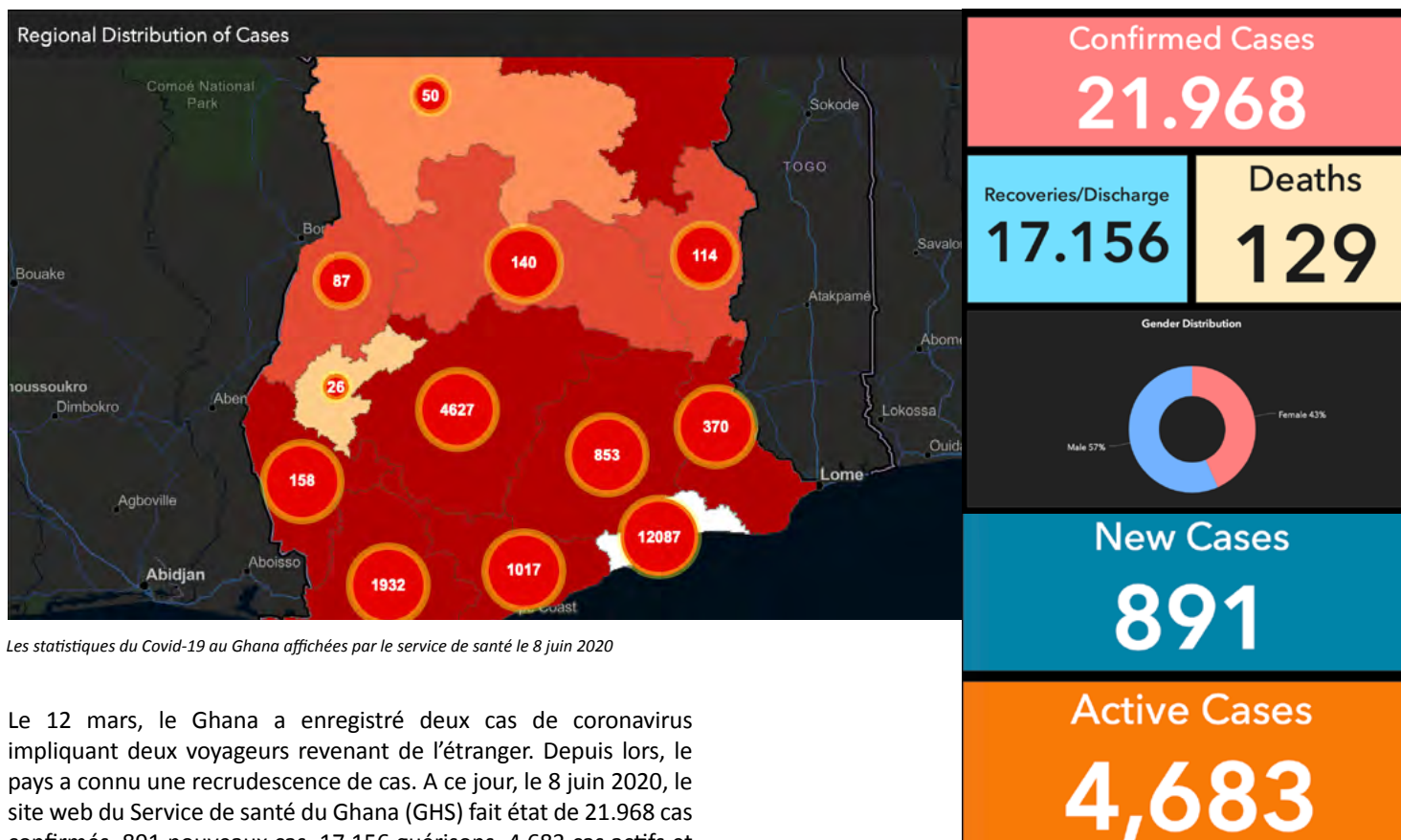
innovateurs dans des cadres formels et informels, des formateurs de l'EFTP, des groupes, des organisations et associations formelles et informelles, des partenaires publics et privés, des responsables politiques et des décideurs, ainsi que des journalistes et des membres de la presse. La réponse de la SIFA au COVID-19 est soutenue financièrement par l'Union européenne et le gouvernement allemand et mise en œuvre par l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) avec un financement fourni par la Banque allemande de développement, KfW. L'évaluation et la sélection des propositions de projets pour le financement sont assurées par l'équipe de gestion des fonds (FMT) du Mécanisme de financement de la SIFA (SIFA FC) avec l'approbation de l'AUDA-NEPAD et de la KfW. Pour conclure, le Comité d'investissement de la SIFA, présidé par la CUA-RHST, est l'autorité responsable de la sélection finale des propositions de projets à financer.

Sabina von Kessel, SIFA FC



COVID-19 ... pour le meilleur ou pour le pire !

LEÇONS À RETENIR DU GHANA!

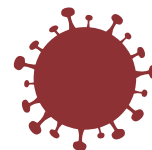


Le 12 mars, le Ghana a enregistré deux cas de coronavirus impliquant deux voyageurs revenant de l'étranger. Depuis lors, le pays a connu une recrudescence de cas. A ce jour, le 8 juin 2020, le site web du Service de santé du Ghana (GHS) fait état de 21.968 cas confirmés, 891 nouveaux cas, 17.156 guérisons, 4,683 cas actifs et 85 décès. Pour contenir la propagation, le gouvernement a introduit des mesures, telles que la restriction des activités non essentielles, la fermeture des écoles et des universités publiques et privées, l'encouragement des personnes à rester et/ou à travailler chez elles, la suspension de tous les rassemblements sociaux et publics, la distanciation sociale et le confinement partiel du Grand Accra et de Kumasi, le cœur des activités économiques du pays.

Le confinement a entraîné dans son sillage des situations éprouvantes pour les citoyens travaillant dans les secteurs formel et informel et vivant avec de maigres salaires journaliers. Le coût de la nourriture, des transports et des autres produits de première nécessité est monté en flèche. Le système a commencé à s'effondrer et le centre ne pouvait plus tenir. Le filet de sécurité habituel n'était plus capable de faire face au choc, exposant la vulnérabilité de la plupart des familles et la fragilité de l'économie. Le virus a mis la vie économique et sociale du pays «sous assistance respiratoire», ce qui a nécessité une «intervention chirurgicale» urgente pour qu'elle puisse survivre. En conséquence, le confinement partiel a été levé au bout de trois semaines (1).

La levée du confinement s'est accompagnée de mesures de secours pour les personnes vulnérables et la population en général en vue d'amortir l'impact négatif. Ces mesures comprenaient :

- la distribution de nourriture pour 400 000 personnes et foyers dans les communautés en situation de confinement,
- un approvisionnement stable en eau et en électricité tout au long de la période, l'absorption par le gouvernement des factures d'eau et d'électricité de tous les Ghanéens pour les trois prochains mois, la mise à disposition d'eau à toutes les communautés vulnérables,
- un programme de prêts à taux réduit de 600 millions de GHc (environ 102 millions de dollars US) avec un moratoire d'un an et une période de remboursement de deux ans pour les micro, petites et moyennes entreprises ;
- un programme d'assurance pour chaque membre du personnel de santé et des professionnels connexes qui sont à l'avant-garde de la lutte contre le virus ;
- une indemnité journalière de 150 GHc (environ 26 USD) versée aux agents de traçage de contact ;
- une exemption de taxes pour tous les professionnels de la santé sur leurs émoluments pendant les trois prochains mois ;



- le paiement d'une allocation supplémentaire de 50 % de leur salaire de base mensuel pour tous les travailleurs de la santé de première ligne et,
- des trajets gratuits en bus pour les travailleurs de la santé dans les zones et communautés en situation de confinement pour se rendre au travail et en revenir, selon des itinéraires spécifiques, pendant toute la durée des restrictions (2).

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé un approvisionnement continu en eau et en électricité pour les trois prochains mois afin d'encourager le lavage régulier des mains et pour améliorer l'accès des citoyens à l'information à la radio, à la télévision et dans les médias sociaux.

- diminuant le ratio d'adéquation des fonds propres
- faisant la demande d'une facilité de crédit à décaissement rapide auprès du FMI d'un milliard de dollars pour aider à faire face à l'impact économique négatif de la pandémie, entre autres (De-Loitte 2020).

En revanche, on s'attend à ce que les prévisions de croissance soient sérieusement remises en question cette année suite aux retombées économiques mondiales du coronavirus et au faible prix du pétrole. Le ralentissement affectera également la croissance dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, de l'exploitation minière, du commerce de gros et de détail, etc. ainsi



Caricatures de quotidiens au Ghana

Les entreprises n'ont pas été épargnées non plus. Des interventions politiques et monétaires immédiates ont été nécessaires pour atténuer l'impact. La banque centrale est intervenue avec des mesures visant à alléger une partie du fardeau en :

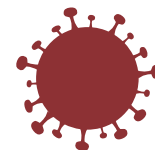
- réduisant le taux d'intérêt directeur
- réduisant les exigences en matière de réserves pour les prêteurs
- apportant un soutien de liquidité aux secteurs critiques
- réduisant le volant de conservation des banques



Photo : Dispositif de lavage des mains à l'énergie solaire pour encourager les pratiques de lavage des mains en toute sécurité, inventé par un citoyen ghanéen

que les investissements et les transferts de fonds. La monnaie locale a également perdu environ 10 % de sa valeur par rapport au dollar américain (MoF 2020).

Il ne fait aucun doute que COVID-19 a révélé les faiblesses structurelles de l'économie du Ghana - exportateur de biens primaires et importateur de produits finis. Dans le secteur de l'éducation et de la formation, la pandémie a également mis en

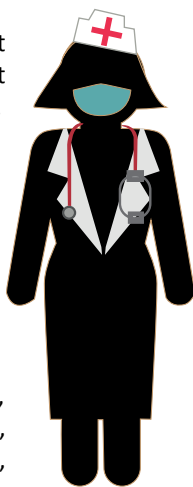


évidence les importantes inégalités et déficiences régionales, sociales et économiques du pays. Elle a fait ressortir les failles du système, obligeant tous les acteurs (gouvernement, décideurs politiques, chefs d'établissements, parents et étudiants) à se battre pour trouver des réponses appropriées à l'enseignement et à l'apprentissage hors campus. Alors que le Service d'éducation du Ghana (GES) et d'autres établissements d'enseignement s'efforcent de développer des plates-formes informatiques ou d'explorer l'adoption de celles qui existent déjà, la situation est exacerbée par le fait que la moitié de la population étudiante n'a pas accès à l'internet par téléphone portable ou par ordinateur en raison de leur coût élevé et de leur accessibilité (3). Cette situation est susceptible d'avoir un impact négatif sur tous les niveaux d'éducation et d'emploi.

Le COVID-19 constitue-t-il un point positif ?

Si la nécessité est la mère de l'invention, le COVID-19 en est-il l'étincelle ? La crise du coronavirus a exposé les lacunes des systèmes de santé, d'éducation et de formation au Ghana. En outre, l'absence d'un écosystème informatique national pour assurer et soutenir l'enseignement, l'apprentissage, les activités de recherche, la créativité, la collaboration, la recherche, l'innovation et l'excellence dans une situation aussi défavorable a accentué les inégalités régionales, sociales et économiques dans le pays.

En revanche, l'effet sur l'activité humaine et la psyché nationale. été le premier pays du le «pool testing» un moyen innovant de des kits de test de en pénurie à l'échelle également réveillé le des artisans locaux, entrepreneurs et des concerne l'invention, la fabrication d'EPI, masques pour le visage, dispositifs de lavage des l'énergie solaire et autres, de lits d'hôpitaux, etc



dévastateur du virus économique a réveillé En effet, le Ghana a continent à adopter (dépistage groupé), maximiser l'utilisation coronavirus qui sont mondiale. La crise a talent latent et naissant des étudiants, des entreprises en ce qui la production et/ou de désinfectants, de de ventilateurs, de mains fonctionnant à

Mais pouvons-nous affirmer avec certitude que nous assistons à un changement de paradigme ? Nous n'en sommes qu'au début. Ce que nous savons, c'est que le dynamisme, l'ingéniosité et la résilience des citoyens face à l'adversité nourrissent la mobilisation et l'engagement des citoyens en faveur d'un discours national sur le rôle de la science, de la technologie et de la créativité et, plus encore, de l'enseignement technique et professionnel et du développement des compétences dans le programme de développement du Ghana. Il n'est plus question de faire comme si de rien n'était.

Les gouvernements et les décideurs politiques devraient prendre note de l'opportunité offerte par la crise pour exploiter les leçons positives émergentes et créer un environnement favorable à l'épanouissement de la science, de la technologie, de l'esprit d'entreprise et de l'innovation. Le développement des compétences et d'autres initiatives de développement des ressources humaines pourraient jouer un rôle important si les bonnes politiques et les bons programmes sont mis en place. S'ils le font, le virus pourrait s'avérer être une bénédiction plutôt qu'une malédiction.

Dr. Frank Boahene, Consultante nationale, SIFA FC

Référence

Deloitte Touche Tohmatsu. (2020). *Economic Impact of COVID-19 Pandemic on the Economy of Ghana*.

KPMG (2020). *The Economic Impact and Implications of COVID-19. The Ghanaian Perspective*.

Ministry of Finance (2020). *Economic Impact of the COVID-19 on the Economy of Ghana. Statement to Parliament*.

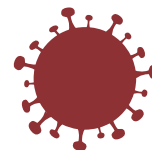
Ozili, P. (2020). *COVID-19 in Africa: Socioeconomic Impact, policy response and opportunities in International Journal of Sociology. Vol 3 (No.2)*

(1) <https://ghanahealthservice.org/covid19/>

(2) <https://www.aa.com.tr/en/africa/ghana-lifts-partial-coronavirus-lockdown/1811306>

(3) <https://www.internetworldstats.com/stats1.htm>

(4) <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/ghana/>



Développement des compétences en période de Covid-19 :

LEÇONS À RETENIR DE LA TUNISIE

La Tunisie a été affectée par la pandémie dû au COVID-19 dès le début du mois mars 2020 ce qui a conduit le gouvernement à prendre des mesures drastiques pour endiguer ce phénomène sanitaire mondial. La nouvelle situation a généré de nouveaux modes d'organisations au niveau de tous les acteurs qu'ils soient publics, privés ou de la société civile. Aujourd'hui, l'impact amène à revoir les plans de développement sectoriels pour la période post COVID -19 compte tenu des nouvelles priorités et opportunités de croissance de la sphère économique et sociale.

L'instauration d'un confinement général à toute la population et d'un couvre-feu avec interdiction aux personnes de se déplacer a entraîné la suspension des cours dans tous les établissements d'éducation et de formation ainsi que la fermeture partielle de la majorité des entreprises et des structures administratives et ce, à partir du 22 mars. Tous les moyens de transport tant locaux qu'internationaux ont

été interrompus et seuls les rapatriements sanitaires ont été organisés par l'état avec mise en quarantaine obligatoire dans des sites d'hébergement spécifiques mis à la disposition par le secteur hôtelier. L'ensemble de ces décisions ont eu pour objectif d'une part, d'atténuer la dissémination du virus et d'autre part, de préparer les structures hospitalières et le corps médical pour faire face à l'épidémie. Seules les entreprises des secteurs de l'agroalimentaire, du textile et de l'industrie pharmaceutique ont été maintenues partiellement en activité pour assurer un approvisionnement en produits alimentaires, médicaments et vêtements de protection sanitaire. Il est également relevé que les services des centres d'appel ont joué un rôle déterminant pour assurer un service d'aide aux personnes et soutenir les activités des services commerciaux. Cette mesure sanitaire a été maintenue pendant 6 semaines et la levée partielle du confinement a été entamée à partir du 4 mai soit 2 semaines après avoir dépassé le pic de 800 personnes infectées. À ce jour, on dénombre 1048 cas dont 90% ont été guéris et 47 décès soit 4,5 % des personnes atteintes. Les entreprises ont ainsi repris partiellement leurs activités en limitant la présence du personnel et en assurant le travail à distance.

Bien que globalement la Tunisie s'est montrée proactive pour maîtriser cette crise sanitaire mondiale, COVID -19 a fortement affecté en premier lieu le secteur du transport, suivi du tourisme et des services ainsi que des entreprises manufacturières. La répercussion sur le nombre de chômeurs a été immédiate

augmentant leur nombre à plus de 125.000. La croissance négative pour 2020 est estimée à -2,5 % ce qui à terme conduirait à une aggravation du taux de chômage, des inégalités et des tensions sociales préjudiciable malgré les efforts consentis par le pays.

Sur le plan social, le gouvernement a pris des mesures exceptionnelles afin que les personnes touchées par la crise puissent bénéficier immédiatement d'une aide sociale et ne pas tomber dans la précarité en attendant la reprise économique. Il est prévu également d'allouer un soutien spécifique aux entreprises pour reporter les échéances fiscales afin de limiter le licenciement le personnel, honorer les contrats notamment à l'export dès la reprise du secteur transport ainsi que les paiements des fournisseurs. Une plateforme dédiée au traitement des demandes d'entreprises en difficulté a été ainsi créée pour

bénéficier des mesures gouvernementales prévues.

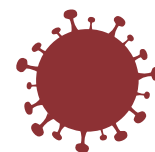
Dans le cadre de la gestion des activités des entreprises pendant et après le COVID, tous secteurs confondus, les syndicats patronaux notamment l'UTICA ont rapidement réagi en créant des plateformes d'assistance en ligne et en publiant des guides sectoriels pour assurer rapidement une reprise des activités tout en continuant à appliquer les normes sanitaires. Parallèlement, des enquêtes ont été menées auprès des entreprises pour identifier les perspectives de reprise économique, la situation salariale des employés et ce, afin de pouvoir mettre en œuvre rapidement des plans d'actions répondant aux problématiques sectoriels et trouver de nouveaux appuis financiers. L'ensemble de ces mesures et résultats d'enquêtes sont accessibles sur le site «www.utica.org.tn».

Ces diagnostics de terrain permettent actuellement de mobiliser des fonds d'urgence en faveur de la Tunisie auprès des bailleurs de fonds afin de continuer à faire face à la pandémie et ses répercussions et de soutenir par ailleurs les secteurs économiques à forte valeur ajoutée dont la résilience à la crise mondiale a été démontrée, à l'image des entreprises de l'industrie numérique, agroalimentaire et pharmaceutique.

Au niveau de l'appui à la compétitivité aux entreprises, les besoins recensés portent notamment sur une demande d'assistance technique pour migrer rapidement vers l'industrie 4.0 avec toutes les nouvelles implications organisationnelles et de développement de compétences que cela va entraîner. Cette tendance permettrait de mieux maîtriser les coûts de fabrication sur l'ensemble de la chaîne de valeur, gagner en productivité et employer une main



Photo : Livraison de tunnels de désinfection réalisés par le Centre EFTP de Sidi Bouzid, 17 mai 2020.



d'œuvre professionnellement qualifiée. A cet effet, le programme SIFA pourrait, à travers les projets sélectionnés au financement, cibler ces compétences spécifiques.

L'arrêt de l'économie informelle a également impacté la situation sanitaire et sociale déjà précaire des migrants d'Afrique subsaharienne ou de pays en guerre. A ce propos, le rôle de la société civile a été remarquable pour organiser à travers les associations des aides humanitaires et venir ainsi en aide à ces personnes en grande difficulté.

Au niveau du système éducatif et de formation, certains cours ont pu être assurés à distance notamment dans le secteur privé tandis que dans le secteur public quelques actions pilotes ont été mises en place notamment pour les élèves qui doivent passer des examens.

Maintenant que la situation sanitaire est maîtrisée et que les nouveaux cas de malades sont rarissimes, la situation normale devrait reprendre en juin en ouvrant graduellement les commerces de restauration et la circulation entre les villes du pays. Concernant les établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle, la priorité est donnée aux jeunes devant passer des examens et qui exceptionnellement cette année sont programmés pour le mois de juillet. La rentrée scolaire 2020 - 2021 sera par ailleurs avancée de 15 jours de manière à pouvoir organiser des cours de consolidation avant la reprise.

Un focus sur le dispositif de formation professionnelle montre qu'un fonctionnement minimum a été bien assuré au profit des stagiaires étrangers notamment des pays de l'Afrique subsaharienne en prenant des mesures sanitaires pour assurer leur hébergement dans de bonnes conditions sanitaires et également leur permettre de continuer des activités d'apprentissage dans les ateliers des centres de formation de l'ATFP. Le personnel des centres et ces jeunes ont notamment contribué à réaliser des masques de protection et des équipements de désinfection démontrant ainsi leur savoir-faire professionnel. Ces actions ont été saluées par la visite du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi Mr Fethi BELHADJ venu s'enquérir des conditions et capacité des centres de formation.

Parallèlement, les foyers d'hébergement d'une capacité de totale de 12000 lits ont été mis à disposition des personnes rapatriées mises en quarantaine sanitaire et ce, sur tout le territoire.

Sur le plan pédagogique certains formateurs ont pu assurer des cours à distance au profit des jeunes en utilisant des plateformes de e-Learning ainsi que les ressources de «l'Ecole Ouverte au Travailleurs - EOT» normalement destinée à la formation continue. Ces expériences considérées comme pilotes ont ainsi pu permettre d'identifier quelles étaient les conditions et moyens nécessaires pour implanter une formation professionnelle qualifiante à distance et permettre à l'avenir à un plus grand nombre de jeunes d'en bénéficier tel que planifié dans le plan de réforme du DNFP.



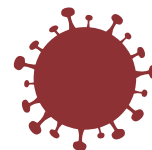
Photo by TVET Centre communication services, Tunis: Minister's visit to the TVET "CSFH Manouba", 4 May 2020

Ce service de formation en ligne a été également mis à disposition par ANETI, l'Agence Nationale de l'Emploi et du travail Indépendant au profit des chômeurs dans le cadre de l'acquisition de nouvelles compétences recherchées par le marché du travail.

Certaines structures privées de formation professionnelle ont également assuré la formation à distance notamment dans des secteurs tel que l'électronique, l'informatique et les métiers d'art en accompagnant les formateurs à ce mode de formation pédagogique. Nonobstant, les répercussions immédiates de la phase transitoire de la pandémie, le recensement des besoins pour la période de post COVID a permis ainsi d'identifier les nouvelles tendances du marché de l'emploi auxquelles correspondent de nouveaux axes de développement de compétences dans le domaine de la formation professionnelle. Également dans le cadre du renforcement de capacité des structures de formation ainsi que pour la durabilité des projets mis en œuvre par le programme SIFA, il serait pertinent de promouvoir une stratégie de digitalisation spécifique au développement des compétences. En particulier, il pourrait être envisagé d'implanter systématiquement dans tous les projets sélectionnés quel que soit le guichet de financement (I ou II ou III), des formations à distance à travers des plateformes de e-Learning. Cette stratégie sera ainsi une opportunité d'assurer l'atteinte des résultats du programme SIFA en offrant au plus grand nombre un accès aux technologies digitales et au développement de leurs compétences.

La période post COVID -19 va accélérer cette nouvelle demande en compétences et tracer une nouvelle voie au développement de la formation professionnelle, offrant plus d'opportunités aux jeunes. Cela leur permettra ainsi de prendre part aux nouvelles activités économiques qui émergent aujourd'hui en Afrique.

Dr. Sofia Bahri, Consultante nationale, SIFA FC



COVID-19 et ses effets sur l'économie informelle

LEÇONS À RETENIR DU CAMEROUN

COVID-19 a frappé le Cameroun à un moment où le pays connaissait déjà une croissance économique modeste. D'un point de vue général, le Cameroun compte environ 280 000 entreprises, dont 76 % sont des PME qui contribuent à 34 % du PIB du pays et emploient plus de 70 % de la population. Outre cette domination écrasante des PME dans l'économie, la situation est encore aggravée par le fait que des secteurs clés comme l'agriculture, l'exploitation minière, l'industrie des services, la vente de produits de base, la fabrication locale, etc. opèrent dans le secteur informel. Naturellement, cette influence excessive du secteur informel dans l'économie a involontairement eu de graves répercussions sur l'économie du Cameroun. Les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le COVID-19 ont eu un grand impact sur le segment du secteur informel de l'économie dans la mesure où il constitue le maillon le plus faible de la chaîne.

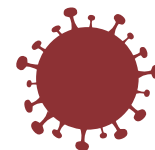
*Photo : Un vendeur de rue de Douala prépare sa marchandise dans l'espoir de faire une vente.
Creative Commons*

Quelle est la situation sur le terrain ?

Les entreprises informelles au Cameroun ont connu une perte considérable de leur clientèle et, par extension, de leur chiffre d'affaires, puisque la plupart de ces petites entreprises font des bénéfices en fonction du nombre de personnes qui achètent, ce qui a un effet global sur leur revenu total. À Yaoundé et Douala, par exemple, la plupart des marchés ferment plus tôt dans la journée qu'auparavant, et au moins un jour par semaine les marchés sont complètement fermés pour permettre la désinfection et les mesures de contrôle.

- De nombreux acteurs de l'économie informelle se sont retrouvés sans emploi. En raison des restrictions en matière de déplacement et d'autres mesures prises par le gouvernement, de nombreuses petites entreprises ne sont pas en mesure de s'approvisionner, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. En conséquence, certaines entreprises ont tout simplement décidé de fermer leurs portes par manque de marchandises à vendre. Les possibilités de prendre des prêts dans les institutions de mi-





crofinance et autres institutions financières sont devenues impossibles en raison de la suspension des facilités de crédit visant à éviter le risque de non-remboursement.

- Selon un rapport publié par le bureau du PNUD au Cameroun, la plupart des ménages confrontés à une réduction drastique de leurs revenus à la suite de COVID-19 préfèrent prioriser les dépenses comme la nourriture et le logement au détriment des dépenses liées à la santé. Cette situation, si elle n'est pas prise en compte, pourrait avoir une répercussion à moyen et long terme sur leur productivité, car il est nécessaire qu'ils soient en bonne santé pour être productifs.
- En ce qui concerne les compétences et l'éducation, COVID-19 a également un impact sur l'apprentissage et la formation. Suite aux mesures prises par le gouvernement pour fermer les établissements scolaires et les institutions d'EFTP et autres établissements d'apprentissage depuis le 17 mars, la plupart des enfants des acteurs du secteur informel ont soit rejoint leurs parents dans les activités commerciales respectives, soit sont simplement restés inactifs à la maison. Bien que le taux de scolarisation au Cameroun soit actuellement de 75 %, il existe un risque élevé que de nombreux parents du secteur informel ne soient pas en mesure de financer l'éducation de leurs enfants dans les EFTP et autres institutions après la pandémie pour cause de difficultés économiques. Par ailleurs, nombre de ces parents ne peuvent pas se permettre de mettre en place des plates-formes d'apprentissage en ligne pour leurs enfants pendant cette période de fermeture des écoles.
- Là encore, la participation des enfants des couches inférieures de la société camerounaise aux formations proposées en cette période de COVID-19 est davantage motivée par le souhait de passer les examens de fin d'études que par un véritable désir d'acquérir des connaissances techniques par des moyens alternatifs. En tant que tels, les outils d'apprentissage développés pour les classes n'ayant pas d'examens de fin de cours n'ont pas enregistré beaucoup de succès. Dans cette perspective, il serait donc futuriste et stratégique pour les établissements d'EFTP de se lancer dans des formations sur l'entrepreneuriat comme mesure d'anticipation visant à initier ces apprenants aux compétences de gestion des petites entreprises et autres cours connexes. De cette manière, au-delà de la nécessité de passer des examens officiels, ils auraient acquis des compétences utiles dont même les entreprises de leurs parents pourraient bénéficier post COVID-19.

Y a-t-il une lumière au bout du tunnel ?

Comme la nécessité est la mère de l'invention, le gouvernement, les organisations du secteur privé ainsi que les acteurs individuels du secteur informel au Cameroun ont pris plusieurs mesures pour maîtriser les effets de COVID-19 sur l'économie informelle.

Au niveau du gouvernement, une série de mesures visant à alléger le fardeau du secteur privé en général et de l'économie informelle en particulier ont été annoncées début mai et sont entrées en vigueur immédiatement. Les bars, les restaurants, les étalages de marché et les magasins, les véhicules de transport public, etc. peuvent désormais fonctionner normalement jusqu'à tard dans la nuit tout en respectant strictement les mesures de distanciation sociale recommandées par l'OMS. Le gouvernement a également suspendu pour le deuxième trimestre 2020 tout paiement de retenue à la source, de droits de marché, de taxe d'habitation et d'autres taxes pour les petits commerçants. Il y a également eu entre autres mesures une suspension des frais de stationnement pour les taxis et les motos commerciales pour le deuxième trimestre 2020.

L'attribution de temps d'antenne pour les programmes d'apprentissage en direct destinés aux étudiants sur la chaîne de télévision nationale (CRTV) et sur de nombreuses chaînes de télévision et stations de radio privées a permis de favoriser l'apprentissage en continu, en particulier pour les enfants des foyers à faibles revenus. De nombreux établissements d'enseignement privés, d'universités publiques et privées et d'établissements d'EFTP ont pu migrer des cours sur campus vers des cours en ligne afin de permettre aux étudiants de continuer à apprendre depuis leur domicile. D'autres parents disposant de moyens financiers relativement plus confortables ont opté pour la formule de professeurs privés pour leurs enfants à la maison. De nombreux établissements d'EFTP ont créé des groupes WhatsApp à travers lesquels les enseignants partagent leurs notes de cours au profit de leurs étudiants.

Suite à la réouverture des établissements d'enseignement prévue par le gouvernement le 1er juin et à la modification et à l'extension du calendrier universitaire, il est à espérer que les étudiants qui n'ont pas eu l'occasion d'apprendre en ligne auront la possibilité de rattraper leur retard et de se mettre au niveau des autres.

Les organisations du secteur privé telles que le Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM) et l'Association des petites et moyennes entreprises du Cameroun (ECAM), bien qu'appréciant les mesures d'atténuation prises par le gouvernement jusqu'à présent, estiment néanmoins qu'il reste beaucoup à faire pour sauver l'économie en général et les PME et les entreprises informelles en particulier. C'est pourquoi ces associations ont organisé plusieurs webinaires et autres événements en ligne pour coacher leurs membres sur la manière de gérer les effets de COVID-19 sur les entreprises. Elles ont également soumis plusieurs propositions écrites au gouvernement sur la manière d'aller de l'avant. Dans l'espoir que le gouvernement réagisse de manière positive à ces propositions, il est optimiste que la situation pourrait s'améliorer si tant le gouvernement que les acteurs de l'économie informelle montrent des signes de responsabilité dans leur gestion de la crise.

Imprint

Publié par :

Skills Initiative for Africa (SIFA)

An Initiative of the African Union Commission (AUC) and the African Union Development Agency (AUDA-NEPAD)

Mis en oeuvre par :

African Union Commission (AUC), Addis Abeba, Ethiopia, www.au.int
Contact: Ngwenya Prudence Nonkululeko, E: Nonkululekon@africa-union.org

African Union Development Agency (AUDA-NEPAD), Johannesburg, South Africa, www.nepad.org
Contact: Unami Mpofu, E: UnamiM@nepad.org

Avec le soutien de :

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH in cooperation with ILO and
ETF: SIFA TC
KfW Development Bank: SIFA FC

Co-financé par :

Federal Ministry for Economic Development and Cooperation (BMZ)
The European Union

Concept & Design :

Laura Erfen (SIFA TC), Sabina von Kessel (SIFA FC)

Photos et Infographie :

Title Collage: Sabina von Kessel, 2019, photos Sabina von Kessel and IStock
Photo p. 9: Collage Sabina von Kessel, photo IStock

Photo p. 16: Creative Commons, U.S. Air Force photo by Staff Sgt. Jason T. Bailey (Released) -
DefenseImagery.mil, 061119-F-0560B-210

Infographics p. 2, 3, 4, 6, 8, 9, 10 and 13: Sabina von Kessel, SIFA FC

Ce projet est cofondé par l'Union européenne et le
ministère fédéral de la coopération économique et
du développement

